

Toujours FOUCHET

SAMEDI dernier, plus de deux cents représentants de la région parisienne et de province ont assisté, à la Mutualité, à une manifestation organisée par la Fédération des Associations de parents d'élèves des lycées et collèges français.

Cette fédération, jusqu'ici, s'était tenue à l'écart des rassemblements et activités du C.N.A.L., mais comme le déclarait M. Léotard, président de ce mouvement : « Devant l'accumulation des déficiences, des lacunes, des erreurs, nous n'avons pu taire notre mécontentement. »

Cette fédération de parents d'élèves n'a jamais passé pour adversaire du régime, ses membres dans leur grande majorité n'appartiennent pas à la classe ouvrière. C'était d'ailleurs très visible à la Mutualité. Mais, pour la première fois, elle entendait manifester publiquement son désaccord, face à l'attitude de M. Fouchet.

Les dirigeants de la Fédération et les porte-parole de plusieurs associations des lycées de Paris (Voltaire, Sèvres, Henri-IV, Buffon) et de province (Poitiers, Limoges, Mulhouse, etc.) ont clairement exposé les raisons de leur colère.

M. Léotard a donné le résultat d'un questionnaire auquel ont répondu trois cent quatre-vingts associations des lycées. Il en résulte que dans 75 p. 100 des établissements scolaires, les locaux sont insuffisants.

L'intervention de M. Panié, président de l'Union de l'Académie de Paris, fut particulièrement applaudie :

« Nous devons nous réunir à la Sorbonne, déclara M. Panié. Mais, puisque le gouvernement a estimé qu'il ne devait pas laisser à notre disposition un local relevant de son autorité, nous nous sommes réunis dans cette salle que nous avons louée et où rien ne limite la liberté d'expression... Nous n'avons pas à dicter à l'Etat les choix à faire pour donner à l'Education nationale les crédits dont elle a besoin, mais à quoi serviraient des investissements économiques, une Défense nationale

puissante, le maintien d'une influence dans les pays d'outremer alors que nous n'avons pas l'assurance que le champ de l'intelligence française est cultivé ? » Le ministre de l'Education nationale ne contestera pas qu'aussi mauvaise qu'ait été la rentrée de 1963, celle de 1964 sera pire encore. Le recours aux expédients a épuisé tous ses efforts. C'est la faillite d'un système qu'il faut constater. L'Education nationale ne parvient pas à surmonter ses difficultés, elle ne parvient pas à s'organiser... »

« C'est à l'opinion publique, devait dire M. Panié, de prendre conscience de la gravité du problème. Les associations groupées dans notre fédération représentent cinq cent mille familles. D'autres fédérations existent, et ce qui les distingue ou même parfois les sépare de la nôtre, est moins important que ce qui les identifie. Nous avons été trop longtemps déçus, nous ne pouvons pas continuer à faire confiance. »

La motion, adoptée à l'issue de la réunion, déclare notamment : « Le budget de l'Education nationale doit être considéré comme prioritaire. Pour le budget d'équipement de 1964, qui doit être soumis au Parlement dans quelques jours, 4 milliards de F représentent un minimum.

« La Fédération réclame un programme d'urgence permettant de faire face à la crise actuelle, l'établissement d'un véritable plan de redressement à plus long terme, la revalorisation des traitements des enseignants, l'accélération des constructions scolaires, la gratuité des livres et des fournitures scolaires. »

Cette manifestation atteste que même les associations de parents d'élèves les plus indulgentes pour les pouvoirs publics ont pris conscience de la gravité de la crise de l'enseignement. Souhaitons que les initiatives se multiplient pour une vaste campagne de lutte contre le sabotage de l'enseignement public.

D. L.